



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 7 février 2018

**Discours de M. Edouard PHILIPPE, Premier ministre  
au Salon des Entrepreneurs  
Mercredi 7 février 2018**

***Seul le prononcé fait foi***

« The problem with the French is that they don't have a word for *entrepreneur* ». Elle est probablement le meilleur exemple de ce que peut-être l'humour, peut-être l'humour involontaire, je ne sais pas, ce que je sais en revanche c'est que les Français ont inventé le mot « entrepreneur ». Ils ont aussi inventé, en tout cas créé ce Salon annuel des entrepreneurs qui fête aujourd'hui sa 25<sup>ème</sup> édition. Et si je suis venu ici aujourd'hui avec un grand nombre de membres du gouvernement c'est d'abord pour vous dire merci. Pour vous dire merci pour ce que vous faites ou pour ce que vous allez faire s'agissant de ceux qui envisagent de se lancer. Pour vous dire merci pour ce que vous faites d'abord pour vous.

Car au fond au début de l'aventure de l'entrepreneuriat il y a l'idée que l'on peut faire quelque chose pour soi. Très souvent quand c'est caricaturé c'est pour s'enrichir mais derrière tout entrepreneur il y a l'idée de création d'un produit, d'un service, d'une richesse, d'un emploi et cette création est motivée par l'envie de faire quelque chose, d'accomplir un rêve, de créer une aventure. Cette motivation initiale qui est souvent personnelle, n'est jamais simplement personnelle car quand on veut faire un produit ou quand on veut créer un service en général on le fait pour quelqu'un d'autre qu'on ne connaît pas forcément encore mais qui est évidemment indispensable dans le process.

Et en faisant ça pour soi on transforme la réalité qui est autour de soi. En transformant la réalité, en créant, je le disais, des richesses, des services, des produits, des emplois, on transforme le monde dans lequel on vit et en tout cas le pays dans lequel on vit. Donc en faisant ça pour vous vous faites ça pour le pays et nous en sommes parfaitement conscients, parfaitement conscients de ce qu'aider les Françaises et les Français à entreprendre c'est au fond aider le pays.

Je crains que ce que je suis en train de vous dire vous ne le sachiez déjà et vous ne le trouviez évident. Mais ça ne l'est pas encore complètement. Il y a encore beaucoup de gens en France qui pensent qu'aider les entrepreneurs à prendre le risque, à oser, à faire, ce serait aider une catégorie de Français qui n'en auraient pas forcément besoin. Je crois tout l'inverse, je pense que nous devons faire en sorte que les entrepreneurs ou plus exactement les Français qui prennent le risque d'entreprendre puissent réussir.

Du reste cet amour du risque, ce goût du risque, un très grand nombre d'entre vous le démontre de façon évidente ce matin en ayant bravé les éléments pour nous rejoindre. Sans prise de risque il n'y aurait pas de stylos Bic, il n'y aurait pas de boîtes de conserve, il n'y aurait pas de poubelles, pas de covoiturage, pas de plateformes de collecte en ligne, pas de musique à portée de tous. Si Gustave EIFFEL n'avait pas été un entrepreneur de génie, Paris ne serait pas vraiment Paris et si Coco CHANEL n'était pas une entrepreneuse ou une entrepreneuse de génie, la France ne serait pas vraiment la France et en tout cas les Françaises seraient moins élégantes. Au fond, ceux qui ont pris des risques, c'est ce que je disais tout à l'heure, ne l'ont pas fait forcément pour leur pays mais ont transformé notre pays.

Pour les entrepreneurs les débuts sont souvent difficiles, pas toujours mais souvent. Je citais tout à l'heure Gabrielle CHANEL. Elle est une orpheline, elle n'a aucune fortune personnelle, elle crée une toute petite entreprise, un salon de modiste, et puis le succès se construit laborieusement, lentement, avec du travail, avec de l'intuition, avec de l'envie, avec parfois du soutien mais parfois pas autant que ce qu'on aimerait. Et puis elle continue, elle se diversifie, elle crée le Numéro 5 et là c'est le monde qui s'ouvre, c'est la bascule, c'est l'incarnation de quelque chose qui dépasse encore largement l'entrepreneur.

Cette histoire elle peut se jouer partout dans le monde, mais elle peut se jouer en France, elle peut se jouer chez nous et elle se joue d'ailleurs ici en ce moment, très souvent et parfois très vite. Aujourd'hui, Frédéric JOUSSET, Sandra LE GRAND, Grégory MARCIANO, Julie SPOLMAYEUR qui était sur scène ce matin parmi vous illustrent cette capacité que vous avez tous à contribuer à changer le visage de la France et à montrer ce qu'est véritablement l'entreprenariat.

Je pense que ce qui vous caractérise le mieux au-delà d'une très grande diversité qui est évidente, c'est la volonté de prendre des risques et d'assumer qu'il est indispensable de savoir en prendre. Un goût de l'innovation, je dirais même un certain sens de la débrouillardise car lorsqu'on crée, lorsqu'on se lance, lorsqu'on innove, on est tenu ou plus exactement contraint de devoir s'adapter à des choses auxquelles au fond on n'est pas préparé. Ça a toujours été comme ça, je pense que ce sera toujours comme ça. On peut essayer de faciliter les choses, de limiter la dose d'agacement à subir, elle sera probablement toujours là, et ce qui vous caractérise c'est justement de ne pas vous arrêter à cela et d'arriver à trouver des solutions concrètes pour continuer à avancer.

La diversité dont je parlais est évidente, diversité financière, sociale, humaine derrière tous les projets que vous portez. Quelques startupers deviendront millionnaires, tant mieux. Pour beaucoup et pendant longtemps il sera difficile de joindre les deux bouts et vous le savez aussi. Et tous ceux-là qu'ils réussissent ou qu'ils soient sur le point de réussir, tous ceux-là sont au cœur de nos préoccupations. Pourquoi ? Parce qu'avec le président de la République, avec le Gouvernement, notre objectif, j'ai souvent l'occasion de le dire, c'est de réparer ce pays, non pas de changer la France, ce serait probablement vaniteux de dire que l'on voudrait changer la France et d'ailleurs voulons-nous vraiment la changer ? On l'aime telle qu'elle est ! Mais de réparer ce qui ne marche pas bien dans son état, dans son économie, dans tous les domaines où nous identifions des points qu'objectivement il faudrait réparer. Et pour réparer notre pays nous avons la conviction qu'il faut que nous renforçons notre capacité à produire et à innover.

Ce dont je suis persuadé c'est que comme toutes les batailles, comme toutes les conquêtes tout ça commence d'abord par les idées. « Dans les grandes victoires d'Alexandre, disaient les plus sages, il y a toujours les idées d'Aristote ». C'est un fait, le premier combat à mener avant la réussite de l'entreprenariat c'est le combat des idées. C'est de faire en sorte que l'entreprenariat gagne sa bataille culturelle. C'est faire en sorte que les Français regardent

l'entreprise et le fait d'entreprendre non pas comme quelque chose qui serait curieux ou pour d'autres qu'eux mais comme une forme d'évidence et de nécessité.

Notre conviction c'est que nous sommes probablement en train de gagner cette bataille, le regard des Françaises et des Français sur l'entrepreneuriat et sur l'entreprise est en train de se transformer. En 2017, c'est près de 591.000 entreprises qui ont été créées, c'est plus que l'année précédente, et c'est un chiffre impressionnant. Lorsque l'on interroge les Français on obtient des résultats qui sont bien meilleurs sur la perception de l'entreprise et l'innovation qu'ils n'ont jamais été. Un Français sur quatre déclare envisager la création ou la reprise d'une entreprise. Les femmes qui pendant longtemps ont été écartées soit directement, soit indirectement, les femmes sont aujourd'hui à 32 % des créateurs et des repreneuses d'entreprises. On part de très loin, c'est vrai, mais on avance vite et c'est bien.

Au-delà des entrepreneurs qui participent à ce salon il y a plus de deux millions et demi de Français qui ont d'ores et déjà un projet mûri, réfléchi qu'ils aimeraient pouvoir concrétiser dans les deux années qui viennent et quasiment la moitié des 18-24 ans déclarent vouloir entreprendre. Et au fond si nous sommes venus nombreux aujourd'hui c'est pour montrer que cette évolution est la bonne et que nous voulons l'accompagner, la renforcer, la faciliter. La politique que nous avons engagée avec le Gouvernement c'est une politique qui vise d'abord à aider les petites entreprises et, je le dis comme ça, nous voulons faire en sorte que ceux qui se lancent puissent réussir. Protéger les entreprises, simplifier le quotidien des entrepreneurs, voilà nos priorités.

On a donc commencé à mobiliser plusieurs leviers, le premier levier, je le dis en présence de Muriel PENICAUD qui en parlerait plus longtemps et mieux que moi, c'est la réforme Travail qui a été conçue, pensée, présentée, assumée comme un texte d'abord dirigé vers les petites entreprises, vers les entreprises de moins de 50 salariés. C'est elles qui accueillent le plus grand nombre de salariés en France et de très loin et c'est elles qui sont le levier de création de richesses le plus évident demain.

La réforme que nous avons engagée en matière de travail c'est faire en sorte que dans toutes les entreprises de moins de 20 salariés où il n'existe pas d'élus du personnel on puisse enfin adapter les règles relatives à l'organisation du travail comme on le fait dans les grandes entreprises en accord avec les syndicats. Dans les TPE c'est une consultation démocratique du personnel à la majorité des deux tiers qui suffit désormais. L'employeur et ses salariés décident collectivement des règles de vie au travail, c'est simple, c'est efficace et de façon étonnante c'était peu possible auparavant. Et tous ceux qui entreprennent savent que quand on est cinq dans une boîte ou 12 on est dans une relation où tout le monde vit avec tout le monde en permanence et on a donc intérêt à pouvoir discuter et surtout à pouvoir tirer les conséquences de ces discussions pour pouvoir s'organiser collectivement. Curieusement c'était peu facile jusqu'à présent, nous avons voulu dans ces ordonnances Travail corriger cela et mettre au cœur des petites entreprises cette possibilité de s'accorder et de s'entendre.

Vous savez aussi que nous avons bougé sur la question fiscale en revoyant complètement la fiscalité du capital. Il ne s'agit pas de faire de cadeaux à tel ou tel mais de mobiliser les parts du national en faveur de l'investissement dans notre économie. Nous avons supprimé le régime social des indépendants et doublé le plafond du chiffre d'affaires nécessaire pour bénéficier du régime microsociale. A partir de 2019 nous allons aussi établir une première année blanche de cotisations sociales. L'idée c'est de se lancer et de ne pas commencer par payer avant de produire et de vendre et donc dans la première année essayer de s'exonérer de ce qui va forcément constituer quelque chose qui ralentit votre progression et qui ralentit votre capacité à prendre des risques.

Nous réfléchissons aussi, ça a pu surprendre et les discussions sont en cours, à la meilleure manière de réformer l'assurance-chômage pour créer de nouvelles protections pour les entrepreneurs. Vous vous lancez, vous assumez des risques, c'est très bien, on ne peut pas les faire disparaître mais on peut les intégrer. C'est une négociation difficile, elle est en cours, Muriel PENICAUD la connaît parfaitement mais j'ai bon espoir qu'elle finisse par aboutir dans de bonnes conditions.

Enfin, le ministre de l'Action et des Comptes publics qui n'est pas là aujourd'hui porte un projet de loi pour un État au service d'une relation de confiance qui a pour objet de transformer la relation entre l'administration et les entrepreneurs, entre l'administration et tous les Français. C'est ce qu'on a appelé parfois le droit à l'erreur qui admet la possibilité de se tromper dans certaines déclarations à l'administration. Car, oui, il arrive de se tromper, ce n'est pas grave, on peut légitimement se tromper, on peut de bonne foi se tromper et lorsqu'on se trompe de bonne foi il faut que la réaction de l'administration ne soit pas immédiatement une réaction de sanction mais bien une réaction de conseil, d'orientation et d'accompagnement. Nous voulons transformer cette culture aussi et je suis certain que c'est possible. Ce projet de loi en est une première étape, ce n'est pas simplement un texte qui modifie une culture, donc il faudra aller plus loin mais c'est une première étape et elle dit assez clairement là où nous voulons aller.

Tous ces premiers leviers amorcent cette confiance, cette nouvelle culture, cette nouvelle relation entre l'État et les entrepreneurs. C'est un changement culturel que nous voulons insuffler en votre faveur. Mais ça ne suffit pas, on doit aller plus loin et nous voudrions poursuivre le combat. Je ne suis pas sûr que la métaphore guerrière soit la plus adaptée mais néanmoins je l'utilise, poursuivre le combat et passer à la vitesse supérieure dans trois directions. D'abord la simplicité, tout ce que nous ferons collectivement pour renforcer la simplicité des dispositifs sera bienvenu et il y a beaucoup à faire. Il faut commencer tôt et notre objectif c'est de commencer tout de suite, c'est même d'avoir déjà commencé à certains égards.

Trois exemples, la création d'entreprise, nous pensons qu'elle doit devenir possible en ligne en quelques clics en simplifiant au maximum l'ensemble des procédures qui ralentissent ou contraignent la façon dont on crée une entreprise. Il se trouve que la technologie le permet, si la technologie permet profitons-en, arrêtons de faire compliqué quand on peut faire simple. C'est facile à dire, c'est parfois plus difficile à faire mais on doit pouvoir y arriver en 30 minutes et pour un coût limité créer son entreprise. Dans la consultation engagée récemment plus de 1.300 personnes ont soutenu cette proposition.

Deuxième élément qui va avec, la création d'un registre unique qui puisse simplifier la vie des entrepreneurs qui sont parfois non pas découragés mais décontenancés, agacés par la complexité et les incohérences des procédures qui leur sont imposées. Ce registre unique devrait constituer un gain de temps pour tout le monde, nous y travaillons. Il faut également simplifier et lisser les seuils, Bruno LE MAIRE, le ministre de l'Economie et des Finances, le dit régulièrement. Il a parfaitement raison, nous devons faire en sorte de limiter les effets de seuil notamment pour les entreprises qui sont en-dessous de 50 salariés. La meilleure façon de combattre le chômage, la meilleure façon de développer les entreprises en France c'est de faire en sorte que celui qui n'a aucun salarié se dise qu'en avoir un est facile.

La meilleure façon de développer les entreprises c'est de faire en sorte qu'on ne s'arrête pas à neuf, à 19 ou à 49 salariés et qu'on puisse si on en a besoin et si on croit à son projet passer sans problème à 51, 52, 53 sans se dire « attention, si je le fais je crée plus de problèmes à mon entreprise, je prends plus de risques ». Alors là encore c'est simple à formuler, c'est compliqué à faire, ça peut coûter des sous parce que les effets de seuil sont embêtants pour les

entrepreneurs et ils sont importants pour les organismes sociaux, voire pour l'État, mais notre objectif dans le cadre de la loi Pacte c'est évidemment de faire en sorte de stimuler l'embauche et d'arrêter tout ce qui peut être regardé comme un frein à l'emploi.

Deuxième axe après la simplicité, les compétences. Nous devons collectivement et tous autant que nous sommes développer les compétences. La meilleure sécurité ce n'est pas la frontière posée par le droit, la meilleure sécurité c'est la compétence de chaque individu et tout ce que nous ferons pour augmenter le niveau de compétences, pour adapter les compétences que l'on a acquises initialement au monde et aux transformations du monde sera utile.

C'est un défi collectif, c'est un défi sur lequel nous voulons investir massivement. Il y a plus de 15 milliards d'euros dans le cadre du grand plan investissements compétences qui seront consacrés à améliorer les dispositifs et à faire en sorte que nous puissions faire évoluer les compétences de chacun ou remettre à niveau ceux qui en ont besoin dans tous les domaines qui vous intéressent. Dans les compétences du numérique que Mounir MAHJoubi regarde avec une attention constante mais pas seulement dans cela, dans l'industrie, dans le service, dans l'acquisition de compétences linguistiques, dans le développement des nouveaux outils nous devons faire des progrès et tout investissement en la matière est un investissement qui paye et qui rapporte.

Donc il faut mettre les moyens, nous les mettrons. Je vous ai parlé des 15 milliards, il y aura beaucoup d'autres choses, et nous devons aussi réformer notre système de formation. C'est l'objet des négociations qui sont en cours, c'est l'objet des investissements importants que nous mettons en place avec le ministre de l'Éducation nationale et la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique VIDAL qui est présente aujourd'hui, transformer l'apprentissage pour tous les niveaux que ce soit les premiers niveaux jusqu'au plus haut niveau du supérieur, transformer la formation professionnelle, faire en sorte que la formation initiale à l'école primaire, au collège, au lycée, à l'université soit la meilleure possible.

Le défi, Mesdames et Messieurs, de l'intelligence et des compétences c'est le défi français, c'est le défi de notre époque, c'est le plus grand défi auquel nous devons nous atteler parce que si nous le relevons nous pouvons réussir dans tous les domaines. C'est une des grandes ambitions de ce Gouvernement qui exige des moyens, nous allons les dégager, les consacrer à cet effort et qui exige aussi une vision et une cohérence dans le temps.

Troisième axe, l'attractivité et la compétitivité. Nous devons amplifier nos efforts pour renforcer notre attractivité et notre compétitivité. Choisir la France, je fais référence au programme « Choose France », ce n'est pas simplement l'affaire des grandes entreprises internationales. C'est activer tous les leviers pour favoriser la croissance, la création d'entreprises partout en France. Et derrière le slogan il y a des mesures qui sont bien identifiées, c'est tout ce que nous faisons et tout ce que nous allons faire pour faciliter le financement des entreprises. Nous avons allégé la fiscalité du capital, c'est vrai, nous devons maintenant orienter l'épargne nationale vers des produits d'épargne qui sont plus longs, vers l'épargne retraite, vers les besoins des entreprises, vers l'accompagnement du financement de la croissance des entreprises, c'est indispensable.

Tout à l'heure j'étais à une table ronde où il y avait trois entrepreneurs, en l'occurrence trois femmes, qui avaient chacun des projets dans des domaines extrêmement différents, qui avaient commencé à les mettre en œuvre. On était avec Bruno LE MAIRE, à chaque fois elles nous ont dit « l'essentiel pour moi c'est d'avoir accès dans des toutes petites entreprises qui se lancent à du capital pour pouvoir développer et pour pouvoir recruter. Pas forcément pour pouvoir investir mais pour pouvoir porter le risque de recrutement pendant le moment où je me lance ». Ça, ça passe par l'accès au capital y compris pour de toutes petites entreprises, pas

simplement pour des startups qui ont déjà franchi un certain nombre de seuils qui leur permettent d'accéder facilement au capital mais pour les toutes petites entreprises y compris les entreprises de services ou de micro-production. C'est absolument indispensable et ça, ça passe par une réorganisation complète des circuits de financement.

Nous devons promouvoir les échanges entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Il y a un monde de la recherche extraordinaire en France, très divers, pas toujours très connu, pas toujours très accessible parce que les sigles utilisés et les domaines hyper spécialisés de la recherche font que pour le commun des mortels dont je suis c'est souvent incompréhensible. Mais ce qui est parfaitement compréhensible c'est qu'il y a là une ressource exceptionnelle qu'il faut brancher sur les entrepreneurs. On peut demander bien sûr aux chercheurs d'être des entrepreneurs, parfois ils le sont, c'est merveilleux, mais on peut aussi faire en sorte que les entrepreneurs aient parfaitement accès aux richesses intellectuelles, aux richesses scientifiques qui sont développées dans nos centres de recherche, dans nos universités, partout dans le monde du supérieur pour pouvoir transformer cette intelligence en produits, en services, en innovations.

Et puis pour faciliter le risque nous voulons supprimer, en tout cas diminuer très largement la stigmatisation des entrepreneurs ayant connu l'échec. Favoriser la prise de risque c'est, je le disais tout à l'heure, faire en sorte qu'on prenne des risques en connaissance de cause mais que le risque qu'on a pris quand il n'a pas marché ne vous poursuive pas pendant des années comme quelque chose qui viendrait teinter ou réduire votre possibilité de continuer à prendre des risques ou d'en prendre d'autres. Or, vous savez parfaitement, en tout cas si vous êtes déjà engagés, que lorsque vous prenez des risques, notamment des risques entrepreneuriaux, et que ça ne marche pas il vous arrive d'avoir à subir pendant longtemps la notation ou les indicateurs notamment de la Banque de France. Nous voulons faire en sorte que tout en préservant la sécurité de l'accès au crédit on puisse ne pas être stigmatisé quand on a essayé.

Rater ça arrive à tout le monde et les plus grands entrepreneurs passent leur temps à dire, à expliquer que l'échec est une donnée de la réussite et que celui qui réussit c'est celui qui surmonte une série d'échecs ou plus exactement qui apprend d'une série d'échecs. Tout ce qui est fait en France pour dire « vous avez échoué, vous ne réussirez jamais » est totalement absurde et totalement contreproductif. Nous allons essayer avec le ministre de l'Economie et des Finances de transformer cette mauvaise habitude nationale pour faire en sorte que ceux qui essaient y compris quand ils ne réussissent pas puissent continuer et rebondir.

Ces projets ce n'est pas pour demain, ce n'est pas pour dans six mois, c'est notre feuille de route actuelle, c'est un certain nombre d'engagements que nous avons pris et que nous allons tenir. Pour mobiliser le pays autour des entrepreneurs nous avons lancé avec Bruno LE MAIRE et Delphine GENY-STEPHANN le Pacte, le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises. Et de façon très innovante le ministre et la secrétaire d'Etat ont décidé de construire ce projet de loi en demandant leur avis à ceux que ça intéresse peut-être le plus directement en mode participatif.

Du 15 janvier au 5 février une consultation publique avant même l'écriture du texte, avant même sa transmission au Conseil d'Etat, sa présentation en Conseil des ministres, sa discussion au Parlement a été organisée. Certains d'entre vous ont participé, ont fait des propositions, ont voté. Les chiffres de cette consultation doivent être connus, 64.000 votes, près de 13.000 contributions et près de 8.000 participants. Et le 18 avril le projet de loi Pacte qui tiendra évidemment largement compte de cette consultation numérique sera présenté en Conseil des ministres. A peu près à la même date nous présenterons le projet de loi relatif à la réforme de l'apprentissage, de la formation professionnelle et de l'assurance-chômage. Dès vendredi matin, avec Muriel PENICAUD et avec les acteurs de ces réformes, nous aurons

l'occasion de faire le point sur la transformation de l'apprentissage lors d'une réunion multilatérale et de dire les pistes sur lesquelles nous sommes en train de nous mettre d'accord.

Le 23 février prochain, j'annoncerai des mesures pour renforcer l'accompagnement de nos entreprises à l'export, là encore quelques entrepreneurs présents aujourd'hui m'en ont parlé directement. L'accès à l'export, l'accès aux marchés extérieurs pour les très grandes entreprises ce n'est pas un problème, ça peut toujours être difficile mais ce n'est pas un problème. Pour les toutes petites ça peut être redoutablement compliqué parce qu'on est angoissé, parce que les dépenses qu'on y consacre peuvent être lourdes et notre objectif c'est de faire beaucoup mieux. Alors pour faire beaucoup mieux en commerce extérieur il y a deux choses, il faut d'abord qu'on soit plus compétitif, l'ensemble des mesures que je viens d'exposer vise à cela, et puis il faut qu'on organise autrement notre système d'accompagnement des entreprises à l'étranger qui ne marche pas bien, il faut le constater. Si les chiffres étaient bons on ne touchera à rien, ils sont mauvais, il faut changer. Et donc on va changer et on aura l'occasion de l'annoncer au mois de février après là encore une phase de consultation avec les acteurs principaux.

Je pourrais vous dire beaucoup d'autres dates, évoquer beaucoup d'autres chantiers, je pourrais parler de l'innovation, du numérique, de l'intelligence artificielle sur lequel on va avoir des éléments très intéressants bientôt mais au fond il faut revenir à l'essentiel. L'essentiel c'est l'énergie que tous ensemble nous mettons à réussir, vous dans vos projets, nous dans les nôtres et tous ensemble au service de notre pays. Cette énergie-là est fondamentale ! Sans cette énergie il ne se passe rien, vous pouvez créer les plus beaux dispositifs, vous pouvez avoir les meilleurs mécanismes d'accompagnement, à la fin de la fin c'est sur cette énergie, cette capacité à prendre des risques, cette envie de réussir que repose la réussite collective.

Et moi, je compte sur cette réussite. Je sais que vous avez envie, je crois vraiment, Mesdames et Messieurs, qu'il se passe quelque chose dans notre pays. Ce n'est pas simplement une question d'atmosphère, si j'ose dire, ce n'est pas simplement une question de morale. C'est une envie collective et la capacité que nous avons à nous dire que c'est possible, qu'on peut réparer le pays, qu'on peut réussir dans ce pays, qu'on peut créer ici des boîtes qui vont formidablement marcher, qui vont satisfaire des besoins qui sont déjà là ou qui vont être créés. C'est la capacité qu'on a à avoir foi dans ce que nous faisons. Et on m'a dit tout à l'heure qu'ici, c'était un booster d'énergie, que ceux qui se posaient la question de savoir s'il fallait entreprendre venaient ici, et qu'en général, une fois qu'ils avaient participé, qu'ils avaient rencontré, qu'ils avaient vu des expériences réussies, ils repartaient avec la conviction évidente que ça allait marcher, qu'il fallait se lancer. Communiquez ça entre vous, ici, mais communiquez-le à l'extérieur, on en a besoin. On a besoin de cette énergie. La France a besoin de votre énergie, elle a besoin de vous. Donc assumons-le, dites-le, montrez-le, incarnez-le.

Et puis je voudrais terminer, Mesdames et Messieurs, par une référence, non pas une référence littéraire, mais une référence au cinéma. N'y voyez pas l'expression d'une grande naïveté, je voudrais vous parler d'un film formidable qui s'appelle « La Vie est belle ». Un film formidable en noir et blanc, un film de Frank CAPRA, un film dont le héros est un entrepreneur, quelqu'un qui sait que ce qu'il fait. Il le fait pour lui mais pas uniquement. Quelqu'un qui sait que ce qu'il entreprend change la vie. Elle ne change pas forcément le monde, mais change le monde dans lequel il est installé. Quelqu'un qui, en poursuivant son intérêt, en renonçant parfois à ce qui lui serait possible pour construire et pour prendre des risques et pour innover, transforme le quotidien de ceux qui l'entourent, de son village et de sa ville.

Si vous n'avez pas eu suffisamment d'énergie aujourd'hui, si, après avoir bravé à nouveau les éléments pour rentrer chez vous, vous avez envie de vous mettre au chaud et de regarder un film qui, au fond, incarne cette partie formidable de ce que peut être l'entrepreneuriat, ce soir, sur un service légal de téléchargement, je vous encourage vivement à regarder « La Vie est belle ».